



AMO



Bâtiments des consultations

CHU de CAEN Normandie

MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE

**Cahier des Clauses Techniques
Particulières**

V 10/02/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - DEFINITION DES MISSIONS	3
ARTICLE 3 - EXERCICE DE LA MISSION	4
ARTICLE 4 – PLANNING ET DELAIS	6
ARTICLE 5 – PARTICIPATION REUNIONS ET PRESENCE	6
5.1 Conception, élaboration du projet	6
5.2 Suivi du chantier	7
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'INTERVENTION	7
ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION	7
ARTICLE 8 – RESILIATION DU MARCHÉ	7

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne la mission relative au contrôle technique pour l'opération de construction de l'Institut de la Personne Agée (IPA), dans le cadre de la reconstruction du CHU de CAEN (14).

Lieu d'exécution de la mission : CHU CAEN - Rue du professeur Edouard Zarifian - 14000 CAEN

ARTICLE 2 - DEFINITION DES MISSIONS

La mission confiée au titulaire comprend les missions suivantes, en référence au CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28/05/1999 ainsi que la norme NF. P 03-100 :

- Mission **L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission **SEI** relative à la sécurité des personnes dans les ERP
- Mission **Pha** relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- Mission **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission **Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission **Brd** relative au transport des brancards dans les constructions
- Mission **F** relative au fonctionnement des installations
- Mission **PV** relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage.
- Mission **HYSA** relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions
- Mission **Av** relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- Mission **LE** relative à la solidité des existants
- Mission **Vérification initiale des installations électriques** visée à l'article 53 du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.
- Mission **Attestation de Conformité Accessibilité** en vue de l'obtention de l'attestation de conformité par la commission accessibilité.
- Mission **Attestation Règlementation Thermique**.
- Mission **DPE** relative au Diagnostic de Performance Energétique
- Mission **ARF** relative à l'Analyse Risque Foudre
- Mission **Vérification Complète des Protections Foudre**

Précision sur le contenu de la mission F : sont soumis au contrôle technique les équipements énumérés à l'article 2 de l'annexe A du C.C.T.G ainsi que les équipements suivants :

- Eclairages extérieurs
- Portiers électroniques
- Conduits de fumées
- Vidéo surveillance
- Barrières automatiques

ARTICLE 3 - EXERCICE DE LA MISSION

3.1 Le Contrôleur Technique a pour mission de contribuer à la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de l'ouvrage.

3.2 Le Contrôleur Technique fournit un rapport d'analyse sur les dossiers, remis par le maître d'œuvre de chacune des phases d'études suivantes :

- Permis de construire : avis sur la notice de sécurité et les plans de sécurité (PC),
- Etudes de projet (PRO), avec remise du rapport initial (RICT) avant consultation des entreprises.
- Dossier de consultation des entreprises (D.C.E.), avec mise à jour du rapport initial (RICT) après analyse MOA, AMO, CSSI, CSPS et contrôleur Technique puis mise à jour du dossier par le MOE.

En début de phase PRO, à sa notification, le contrôleur technique devra prendre connaissance du projet et notamment du dossier Avant Projet (A.V.P.), qui vient d'être analysé, par le MOA, et qui a émis des observations, l'AVP est donc en cours de finalisation.

Dans le cadre du dossier PC, le contrôleur technique devra établir l'attestation sur le respect des règles de construction parasismique.

Il est rappelé que le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis ou rapports du contrôleur technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au contrôleur technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés.

Le contrôleur technique devra participer aux réunions des phases d'études selon besoins, et notamment à une réunion de débriefing à l'issue de chacun de ses rapports de phase.

Il devra mettre à jour le RICT après échanges avec le MOE si besoin, et notamment si des avis défavorables sont émis sur des points de conception.

3.3 Lors de la phase exécution des travaux, le contrôleur technique fournit aux entreprises, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage ses avis sur les documents d'exécution. Un tableau de synthèse des avis devra être également remis tous les mois.

3.4 Lors de la phase exécution, le contrôleur technique contrôle les ouvrages et fournit ses observations éventuelles sur la mise en œuvre et l'exécution des prestations constatées lors de chacune de ses visites de chantier, sous forme de fiche, puis émet un rapport final à la fin de chaque phase de travaux et pour chaque ouvrage/partie d'opération. Ce rapport signale les avis qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivis d'effet.

3.5 Prévoir en phase exécution, la vérification d'un Permis de Construire modificatif pour prise en compte des modifications éventuelles faites en cours de chantier.

3.6 Le Contrôleur Technique procédera, après les interventions des entreprises concernées, au(x) constat(s) nécessaire(s) pour la levée des « observations » qu'il aura émises lors de sa mission, ce qui aboutira à la production des rapports finaux et attestations (VRAT, attestations accessibilité, solidité, rapport final, VIIE, DPE, RT...). Ces rapports et attestations devront être établis en phase avec le planning de la commission de sécurité et de la réception. Prévoir leurs mises à jour pour obtention de chaque rapport et attestation finale sans réserve.

3.7 Dans le délai de l'année de parfait achèvement, le contrôleur technique pourra être sollicité par le maître d'ouvrage pour donner son avis sur des désordres ou problématiques techniques sur les ouvrages, en rapport avec ses missions.

3.8 Dans le cadre de sa mission, il doit notamment :

- Viser, avec ou sans observations, les plans d'exécution, descriptifs et notes de calculs établis par les entreprises.
- Dans la phase d'exécution, et jusqu'à son rapport final, le Contrôleur Technique établira et diffusera ses rapports par corps d'état de travaux et lot en décrivant précisément le contenu des non-conformités et leurs localisations.

- Etre présent à la demande de la maîtrise d'ouvrage et du maître d'œuvre et aussi à l'occasion des opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage.
- Répondre et assister le maître d'œuvre et maître d'ouvrage sur des mises au point techniques réglementaires, y compris en phase GPA.
- Lors des phases de conception et de réalisation il devra également donner son avis et faire ses éventuelles observations, en rapport avec ses missions sur les Fiches de Modifications de Travaux (FTM), afin d'aider la décision du maître d'ouvrage.
- Signaler au Maître de l'Ouvrage, dès qu'il peut en avoir connaissance, toute disposition technique prévue qui n'entrerait pas dans le champ d'application des techniques de construction traditionnelles (D.T.U), voire ne bénéficierait pas d'avis technique. Il vérifiera que les travaux relevant d'un avis technique sont exécutés conformément aux éventuelles prescriptions complémentaires de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.) permettant de conclure à un « risque normal ».
- Signaler au Maître de l'Ouvrage et maître d'œuvre l'absence de réception de documents qu'il estime nécessaire à son intervention.

3.9 La mission comprend les rapports et participation nécessaire pour la commission de sécurité.

3.10 Dès la notification du présent marché, le Contrôle Technique désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de la personne responsable du marché pour tout ce qui concerne son exécution. Cette personne a seule qualité pour signer les avis du Contrôleur Technique donnés en application du présent marché. A défaut d'une telle désignation, le signataire du présent marché sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec le Maître de l'Ouvrage.

3.11 L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et des travaux. Tout retard apporté dans la remise des documents ou l'émission des avis, et susceptible d'entraîner un retard dans la réalisation de l'opération ou un report de la réception des ouvrages, entraînera une pénalité fixée dans le CCAP.

3.12 La mission sera réalisée conformément aux textes réglementaires suivants :

- les conditions générales d'intervention applicables aux marchés de Contrôle Technique adoptées par le COPREC – Construction le 30 mai 1997,
- la norme NFP 03-100 : critères généraux pour la contribution du Contrôle Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

3.13 Relations avec les autres intervenants de l'opération :

- Une réunion de lancement sera organisée par Maître d'Ouvrage au début de l'exécution du marché. Cette réunion rassemblera les différents acteurs de la phase conception (le maître d'œuvre, le coordonnateur S.S.I., le coordonnateur S.P.S., le contrôleur technique).
- Le contrôleur technique ne peut donner d'instructions au maître d'œuvre, aux CSSI, aux entreprises ni à tout autre intervenant.
- Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants (maître d'œuvre, CSSI, entreprises, géotechnicien...) qui procèdent, chacun pour ce qui les concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux.
- Tous les dossiers des différentes phases de conception seront adressés au titulaire par le maître d'œuvre.
- Le contrôleur technique est tenu de demander lui-même aux entreprises la fourniture des informations ou instructions écrites qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, le contrôleur technique ne pourra jamais se prévaloir d'un manque de renseignements ou d'instructions pour légitimer les retards ou une exécution non conforme à la volonté du Maître d'Ouvrage.

- 3.14** Un Système d'Echange des Données Informatique (SEDI) de l'opération est mis en place : l'ensemble des documents produits par le contrôleur technique devra être déposé sur ce système. Les avis du contrôleur technique sur les documents d'exécution des entreprises devront être données via le système de validation du SEDI.
Tous les comptes-rendus de visite, avis, et rapport seront numérotés suivant une série unique et continue et feront apparaître les références précises des documents ainsi que leur indice et date de rédaction.
- 3.15** Le CHU de CAEN a fait le choix d'une démarche BIM dès la conception. Cette démarche engendre de multiples et fortes implications sur le déroulement de l'opération. A la notification du présent marché, la maquette numérique de conception ainsi que la maquette numérique de site auront été réalisées et la convention BIM remise. Le contrôleur technique devra être en capacité de visionner toutes les maquettes à toutes les étapes du projet de la conception à l'exécution. En outre, il pourra être demandé un visa sur base maquette numérique.

ARTICLE 4 – PLANNING ET DELAIS

Le planning prévisionnel de l'opération est indiqué dans le document « caractéristiques du projet IPA »

Les rapports devront être fournis dans les délais ci-après (en jours calendaires) :

- **Phase 1** : contrôle des documents de conception PRO : rapport à remettre sous **3 semaines** à compter de la date de réception des documents d'études (y compris pour le rapport initial R.I.C.T.). Mise à jour du RICT en phase DCE : à remettre sous **2 semaines** à compter de la date de réception du dossier. Avis sur le dossier Permis de Construire : rapport à remettre sous **2 semaines** à compter de la date de réception du dossier. Elaboration de l'attestation sur le respect des règles de construction parasismique pour le dossier PC : à remettre sous **2 semaines** à compter de la date de réception du dossier PC.
- **Phase 2** : contrôle des documents d'exécution : rapport à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des documents d'exécution. Tableau de synthèse à remettre tous les mois.
- **Phase 3** : contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements : fiche/rapport à remettre sous **5 jours** à compter de la date de visite. Pour les questions techniques réglementaires posées en réunion et sur le compte-rendu de chantier : réponse à fournir sous **7 jours** à compter de la date de réception du compte-rendu de chantier ou de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant. Avis sur les FTM à fournir sous **10 jours** après réception de la fiche.
- **Phase 4** : Vérifications finales en vue de la réception : attestations accessibilité et RT, rapport final à remettre pour la visite des opérations préalables à la réception (OPR). VRAT à remettre **7 jours** avant la commission de sécurité. Le rapport final devra être établi pour la totalité des missions (missions de base et missions complémentaires) afin de permettre au maître d'ouvrage de se prononcer sur la décision de réception des ouvrages.
- **Phase 5** : Période de parfait achèvement : rapport VIIIE à remettre sous **21 jours** à compter de la date de réception, et rapport final « sans réserve » à remettre sous **15 jours** après la levée de la dernière réserve. Avis technique sur sujet/désordre GPA à donner sous **10 jours** à compter de la demande d'avis. Diagnostic DPE à remettre sous **21 jours** à compter de la date de réception.

Tous les rapports et toutes les attestations seront à fournir pour chacun des 2 bâtiments.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION REUNIONS ET PRESENCE

Le contrôleur technique devra participer à toutes les réunions où sa présence est nécessaire durant toutes les phases de sa mission (sur convocation du MOA). La rédaction et la diffusion des comptes rendus sera à la charge du maître d'œuvre.

5.1 *Conception, élaboration du projet*

Dès notification de son marché, le contrôleur technique participera à toutes les réunions organisées par le Maître d'ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le maître d'œuvre ou autres prestataires intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci.

5.2 Suivi du chantier

Le contrôleur technique assistera :

- Aux rendez-vous de chantier hebdomadaires
- Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage",
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires,
- Lors de visites inopinées afin de s'assurer du respect des règles de mise en œuvre et des plans d'exécution (**à adapter selon l'avancement des travaux**). Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu comportant des observations avec précision des zones et ouvrages visités/contrôlés et photos des non conformités.
- A la commission de sécurité

Sa présence ne devra être inférieure en aucun cas à 1 visite par semaine et devra être adaptée selon l'intérêt et l'avancement des travaux.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'INTERVENTION

- La période d'intervention des marchés de prestations intellectuelles est fixée du lundi au vendredi, de 8H00 à 18H00.
- Le titulaire s'engage à assurer la continuité des intervenants afin que le MOA ne puisse être pénalisé par des changements survenus au sein de l'équipe. En cas de changement, les nouveaux intervenants seront de compétence équivalente (formation et expérience) et devront être agréés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Voir le document « caractéristiques du projet IPA » ainsi que ses annexes (La notice descriptive du projet phase AVP du maître d'œuvre et le carnet de phasage des travaux du projet IPA du maître d'œuvre).

ARTICLE 8 – RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du Contrôleur Technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, le présent marché sera résilié sans indemnité.

CCTP établi par OTEIS PARTNERS